

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PLUCHART SARL.

11 boulevard des Alliés
59148 Flines-lez-Raches

Références : 2024-V3-0237
Code AIOT : 0007000109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement CARRIERE PLUCHART SARL. implanté au lieu-dit « Le Bois Montois » - 59135 Wallers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une plainte au sujet d'activités menées en dehors du périmètre ICPE sur la parcelle agricole ZD 15, adjacente à la carrière. Ces activités incluent l'utilisation de plusieurs équipements techniques, tels que des pelles, des chargeuses et des remorques. De plus, elles concernent l'emploi de matériaux différents du sable provenant de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PLUCHART SARL.
- Le Bois Montois 59135 Wallers
- Code AIOT : 0007000109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Wallers, la société Pluchart est autorisée par arrêté préfectoral du 21/05/2013 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Exploitation carrière
- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats des fiches de constats

Les travaux constatés sur la parcelle ZD 15 sont à l'initiative de l'exploitant agricole et consistent en :

- l'exhaussement de la parcelle agricole ZD 15 ;
- le busage partiel de la « voie d'eau » au sud de la parcelle ZD 15 ;
- le curage de la « voie d'eau » en bordure ouest de la parcelle ZD 15.

Ces travaux sont réalisés avec les moyens techniques, les stériles et les terres végétales de la carrière Pluchart. Ils ne relèvent pas du champ de compétence de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection des installations classées invite donc les exploitants à contacter sans délai les autorités compétentes en matière de police de l'eau pour les informer des travaux en cours.

Toutefois, l'export des terres de découverte pour l'exhaussement d'une parcelle hors périmètre ICPE aurait dû faire l'objet d'une information préalable de M. le préfet du Nord.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Décapage - Découverte	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, il est constaté que :

- les travaux de découverte d'une nouvelle zone d'exploitation sont en cours ;
- les matériaux de découverte (terres végétales et limons stériles) sont exportés hors du périmètre ICPE ;
- les moyens techniques de la carrière et les matériaux de découverte sont utilisés pour un exhaussement agricole.

L'export des matériaux de découverte hors du périmètre ICPE n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté d'autorisation du 21 mai 2013. Il aurait dû faire l'objet d'une information préalable de M. le préfet du Nord sous la forme d'un porté à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Décapage - Découverte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 9.1
Thème(s) : Illégaux, Gestion des terres de découverte et stériles
Prescription contrôlée :

9.1-Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles, représentant respectivement un volume de 116 900 m³ et 233 900 m³, sont stockés séparément, sous forme de merlons d'une hauteur maximale de 3 m, établi en bordure du périmètre d'autorisation. Cette hauteur maximale n'est pas applicable aux merlons anti-bruit.

Ces matériaux sont réutilisés en fonction des besoins pour la remise en état des lieux.

Constats :

Lors de la visite de la carrière, le responsable d'exploitation a été contacté par téléphone pour faire le point sur l'avancement des opérations de terrassement en cours. Le responsable a expliqué que les opérations de décapage et de découverte avaient débuté sur une nouvelle parcelle de la carrière depuis quelques semaines. Les terres végétales et les limons extraits sont utilisés pour créer un exhaussement sur une parcelle agricole adjacente à la carrière, mais hors périmètre ICPE. La parcelle agricole appartient au même propriétaire que celles en cours d'exploitation par la carrière. L'exploitation de la carrière est réalisée par contrat de forage avec les propriétaires des terrains concernés.

L'inspection constate que les travaux en cours sur la parcelle ZD 15 consistent en :

- l'exhaussement de la parcelle agricole ZD 15 ;
- le busage partiel de la « voie d'eau » au sud-est de la parcelle ZD 15 ;
- le curage de la « voie d'eau » en bordure ouest de la parcelle ZD 15.

La parcelle en cours d'exhaussement est située en dehors du périmètre ICPE. L'inspection n'a pas été informée au préalable de l'évacuation hors site des stériles (limons de découverte) et de la terre végétale. Lors de la visite de la parcelle ZD 15 en cours d'exhaussement, l'inspection a rencontré l'exploitant agricole qui a confirmé les déclarations du responsable d'exploitation. Les travaux sont réalisés avec les moyens techniques et les matériaux de découverte de la carrière. Aucune transaction financière n'a été constatée dans ce cadre.

Travaux d'exhaussement de la parcelle

L'exploitant agricole déclare qu'il est prévu un exhaussement des terrains de moins de 2 m en utilisant les limons de découverte de la carrière et la terre végétale. Lors de la visite, l'inspection constate que les limons ont été régalés sur l'ensemble de la parcelle et que les terres végétales sont en merlon en attente de mise en œuvre au-dessus des limons.

L'exhaussement des terrains agricoles est hors du champ de compétence de l'inspection des installations classées (les travaux ne concernent pas une activité classée reprise par la nomenclature des installations classées ; de plus, la parcelle concernée n'est pas située sur une parcelle d'un exploitant régulièrement autorisé). L'exploitant agricole indique avoir pris avis des services compétents sur ce sujet.

Travaux de Busage et curage - Réglementation

L'inspection de l'environnement a questionné le responsable d'exploitation de la carrière et l'exploitant agricole de la parcelle agricole faisant l'objet de la plainte. Ceux-ci ont indiqué que les travaux concernent, de plus, le busage de la voie d'eau au sud de la parcelle par l'installation d'une canalisation de 25 m de long et le curage d'une voie d'eau à l'ouest de la parcelle agricole.

L'inspection indique que ce type de travaux est susceptible d'être réglementé au titre de la police de l'eau. Elle a invité l'exploitant agricole à consulter la cartographie disponible en ligne pour

clarifier cette question (<https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eau/Police-de-l-eau/Cartographies-des-voies-d-eau>). Toutefois, ces questions dépassent le champ de compétence de l'inspection des installations classées, qui renvoie les exploitants (ICPE et agricole) vers les services compétents de la police de l'eau (DDTM 59).

Utilisation des limons pour le retalutage de la « mare Pluchart »

Lors de conversations téléphoniques postérieures à l'inspection, les exploitants ont informé l'inspection que les limons seraient également utilisés pour le retalutage des berges de la "mare Pluchart". L'inspection a rappelé aux exploitants, tant ICPE qu'agricoles, que ce plan d'eau est à priori soumis à la réglementation de la Loi sur l'eau et qu'ils doivent s'assurer de respecter la réglementation en vigueur relative à la police de l'eau.

Les travaux réalisés sur la parcelle ZD 15 sont réalisés avec les moyens techniques, les stériles et les terres végétales de la carrière Pluchart. Ils ne relèvent pas du champ de compétence de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection des installations classées invite donc les exploitants (ICPE et agricole) à contacter sans délai les autorités compétentes en matière de police de l'eau (DDTM 59) pour les informer des travaux en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux constatations faites lors de la visite, l'inspection demande la transmission des documents suivants, dans un délai de **2 mois** :

- 1 **plan d'exploitation mis à jour** : le document requis doit être conforme aux prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2013.
- 2 **porté-à-connaissance relatif à l'exportation des matériaux de découverte hors site ICPE** : Le document devra inclure :
 - la localisation précise des terres extraites ;
 - les volumes associés ;
 - les destinations prévues : pour l'agriculture ou pour le retalutage des berges de la mare.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois